



**Arrêté n° 2023-PREF/DCPPAT/BUPPE/ 185 du 2 octobre 2023
mettant en demeure la société TERRA 1 de respecter les prescriptions applicables
pour son établissement situé rue Saint Éloi sur le territoire de la commune de
MAUCHAMPS (91 730)**

LE PRÉFET DE L'ESSONNE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'environnement, et notamment les articles L.171-6, L.171-8, L.172-1, L.511-1 et L.514-5,

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements,

VU le décret du 20 juillet 2022 portant nomination de M. Bertrand GAUME, Préfet Hors-Classe, en qualité de Préfet de l'Essonne,

VU le décret du 2 décembre 2022 portant nomination de M. Olivier DELCAYROU, ingénieur général des ponts, des eaux et des forêts, en qualité de sous-préfet hors-classe, Secrétaire Général de la Préfecture de l'Essonne,

VU l'arrêté préfectoral n° 2023-PREF-DCPPAT-BCA-033 du 17 février 2023 portant délégation de signature à M. Olivier DELCAYROU, Secrétaire général de la Préfecture de l'Essonne, Sous-Préfet de l'arrondissement chef-lieu,

VU l'arrêté préfectoral n° 2020-PREF/DCPPAT/BUPPE/300 du 11 décembre 2020 portant autorisation à la société TERRA 1 d'exploiter un entrepôt logistique situé sur le territoire de la commune de MAUCHAMPS (91 730),

VU l'arrêté n° 2022.PREF/DCPPAT/BUPPE/ 215 du 26 octobre 2022 portant imposition de prescriptions complémentaires à la Société TERRA 1 pour l'exploitation de ses installations situées rue Saint Éloi à MAUCHAMPS (91 730),

VU l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510,

VU le rapport de l'inspecteur de l'environnement en date du 23 juin 2023, établi à la suite de la visite d'inspection effectuée le 19 juin 2023, transmis à l'exploitant conformément aux articles L.171-6 et L.514-5 du code de l'environnement,

VU le courrier préfectoral du 4 août 2023 transmettant à l'exploitant le rapport d'inspection susvisé et l'informant des mesures envisagées à son encontre et du délai dont il dispose pour formuler ses observations, conformément aux articles L.171-6 et L.514-5 du code de l'environnement,

VU le retour du pli recommandé avec accusé de réception, sur lequel figure la date de présentation auprès de l'exploitant et contenant le rapport du 23 juin 2023 et la lettre du 4 août 2023 susvisés,

CONSIDÉRANT que la procédure contradictoire prévue à l'article L.122-1 du code des relations entre le public et l'administration est réputée faite à la date de présentation du pli, soit le 11 août 2023,

Préfecture de l'Essonne

CONSIDÉRANT que lors de la visite du 19 juin 2023, l'inspecteur a constaté les non-conformités suivantes :

- l'exploitant n'a pas porté à connaissance du préfet la mise en place, au sein de la cellule C1, d'un bloc de bureaux comprenant une mezzanine, en apportant les éléments d'appréciation nécessaires dont notamment une analyse de la conformité des modifications par rapport à l'arrêté préfectoral d'autorisation et à l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 modifié.

CONSIDÉRANT que ces constats constituent un manquement aux dispositions de l'arrêté n° 2022.PREF/DCPPAT/BUPPE/ 215 du 26 octobre 2022 et notamment :

- l'article 1.5.1 : Modification du champ de l'autorisation

CONSIDÉRANT que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société TERRA 1 de respecter ces dispositions, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L.511-1 de ce code,

SUR proposition du Secrétaire Général de la préfecture,

ARRÊTE

ARTICLE 1^{er} : La société TERRA 1, dont le siège social est situé 31 rue de la Baume 75008 PARIS, exploitant un entrepôt couvert sise rue Saint Éloi 91 730 MAUCHAMPS, est mise en demeure de respecter :

dans un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté :

- l'article 1.5.1 : Modification du champ de l'autorisation de l'arrêté n° 2022.PREF/DCPPAT/BUPPE/ 215 du 26 octobre 2022

- en déposant un porter-à-connaissance comprenant tous les éléments d'appréciation à savoir :
 - Descriptif technique du bloc de bureaux comprenant une mezzanine (plan, structure, résistance, degré coupe-feu)
 - Utilisation des bureaux au rez-de-chaussée, de la mezzanine et des espaces sur plancher haut

Le dossier devra être en conformité par rapport à l'arrêté préfectoral d'autorisation et à l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 modifié selon les dispositions applicables aux installations nouvelles, en justifiant en particulier les points suivants :

- les dispositions constructives (attestation de conformité du degré coupe-feu des parois, des plafonds),
- Absence de ruine en chaîne de la structure,
- Evacuation du personnel,
- Détection incendie sur et sous mezzanine ,
- Moyens d'extinction incendie présents sur et sous mezzanine (extincteurs, sprinkler, RIA...),
- Système de désenfumage et de cantonnement sur et sous plancher haut.

Dans le cas contraire, la mezzanine devra être retirée.

ARTICLE 2 : Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1^{er} ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement.

ARTICLE 3 : Délais et voies de recours

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le Tribunal administratif de Versailles, par voie postale (56 avenue de Saint-Cloud, 78 011 Versailles) ou par voie électronique (<https://www.telerecours.fr/>), dans les deux mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté.

ARTICLE 4 : Exécution

Le Secrétaire Général de la préfecture,
Les inspecteurs de l'environnement,
sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui est notifié à
l'exploitant, la société TERRA 1, et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de
l'Essonne. Une copie est transmise pour information à Monsieur le Sous-Préfet d'ETAMPES et à Monsieur
le Maire de MAUCHAMPS.

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général



Olivier DELCAYROU

